

Avis de Soutenance

Madame Marine FAVRE

Sciences Économiques

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

La demande en eau des ménages face au changement global : l'accès individuel généralisé est-il durable ? Le cas de la Tunisie

dirigés par Madame Marielle MONTGINOUL et Monsieur Bernard BARRAQUE

Soutenance prévue le **mardi 23 janvier 2018** à 14h00

Lieu : 2, place Pierre Viala 34060 MONTPELLIER Cedex 02
salle à préciser

Composition du jury proposé

Mme Marielle MONTGINOUL	Irstea Montpellier / G-Eau	Directeur de these
Mme Anne BRIAND	Université de Rouen	Rapporteur
Mme Céline NAUGES	Toulouse School of Economics	Rapporteur
Mme Lætitia GUÉRIN-SCHNEIDER	Irstea Montpellier / G-Eau	Examineur
M. Bernard BARRAQUE	CNRS - CIRED - Agroparistech	CoDirecteur de these

Mots-clés : demande en eau potable, enquêtes-ménages, pays en développement, micro-économétrie, tarification, évaluation contingente

Résumé :

En 2015, les Nations Unies ont réaffirmé les priorités à assigner au secteur de l'eau d'ici 2030 : assurer un accès universel, équitable et abordable aux services d'eau potable et d'assainissement, avec comme norme de desserte le branchement individuel sur la parcelle. Pour les pays en développement, atteindre ces objectifs représente des coûts d'investissement d'extension très élevés, auxquels s'ajoutent les obligations de renouvellement du patrimoine existant, tandis que les moyens de financement sont limités. Notre recherche porte sur les conditions de durabilité d'un service d'eau potable par branchement individuel au regard des dimensions économique, environnementale et sociale dans un contexte de changement global. Elle les étudie au travers du cas tunisien, caractérisé par une desserte en eau duale : les ménages des milieux urbain et rural dense disposent d'un branchement individuel de bonne qualité fourni par l'opérateur public national, les autres sont majoritairement mal voire pas du tout desservis. Pour ces derniers, l'accès à l'eau par branchement individuel est devenu, depuis la révolution, un des points forts de la revendication d'amélioration globale des conditions de vie. Dans ce contexte, notre thèse s'articule autour de 3 articles, dont les analyses ont été nourries notamment par une enquête réalisée auprès de 654 ménages dans 16 localités urbaines et rurales de Tunisie centrale. Le premier article évalue l'efficacité du tarif appliqué sur le périmètre de l'opérateur national, unique instrument de gestion de la demande pour le secteur de l'eau potable. Il conclut que bien que d'un niveau faible donc insuffisant pour couvrir le coût du service à long-terme, il incite aux économies d'eau tout en permettant un niveau minimum de consommation à un prix abordable, assurant ainsi l'accès à l'eau pour tous les ménages raccordés. Le deuxième article présente les résultats de l'évaluation contingente conduite in situ dans les localités :

les ménages non raccordés sont peu enclins à payer pour obtenir un branchement individuel même s'ils reconnaissent que le service a un coût auquel il faut contribuer, acceptant ainsi de payer des sommes relativement élevées pour la facture future ; les ménages raccordés déclarent accepter une hausse de leur facture pour préserver les attributs de leur service actuel dont ils sont très satisfaits. Le troisième article étudie les niveaux de consommation des ménages ainsi que leurs déterminants dans les deux périmètres raccordé et non raccordé de respectivement 90 et 35 litres par jour par habitant. A partir des données collectées, il estime économétriquement les fonctions de demande, révélant ainsi une élasticité des ménages raccordés au revenu de +0,16 et au prix de -0,22 et respectivement de +0,36 et -0,34 pour les ménages non raccordés. Pour ces derniers, les fonctions de demande mettent toutefois en avant le rôle prépondérant des facteurs d'accès physique à la ressource en eau (comme de mauvaises conditions de transport -0,55). Ces résultats peuvent éclairer la décision publique sur différents aspects d'évolution de la tarification notamment, qui demeure l'unique instrument de la demande. Au-delà, ils confirment que la desserte universelle est un objectif politique, poursuivi au niveau mondial et national, qui devrait être analysé au regard des bénéfices économiques, environnementaux et sociaux attendus sur le long-terme, ces derniers pouvant être spécifiques à des contextes locaux.